

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > France, MOAN, Méditerranée (France) > **La vente de Rafale, avion de combat multirôle, à la Grèce : une triple saloperie**

# La vente de Rafale, avion de combat multirôle, à la Grèce : une triple saloperie

mardi 15 septembre 2020, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 14 septembre 2020).

Samedi 12 septembre, Kyriakos Mitsotakis, le Premier ministre grec, a annoncé son intention d'acquérir dix-huit Rafale français pour équiper son armée de l'air. Il a aussi affiché sa volonté de commander quatre frégates : une commande pour laquelle Naval Group (ex-arsenaux de la marine dans lesquels l'Etat français est toujours majoritaire) est sur les rangs.

Cette vente est une triple saloperie.

Tout d'abord, elle intervient alors que la tension monte en Méditerranée entre la Grèce et la Turquie. Des deux côtés, les nationalismes se déchainent et sont utilisés par les gouvernements face aux problèmes économiques et sociaux comme le dénoncent les anticapitalistes grecs et turcs [1], contrairement à la direction de Syriza et au PC. Certes, il n'est pas question de nier la responsabilité immédiate du régime turc mais, alors qu'il serait urgent de calmer le jeu, Macron a choisi de s'engager totalement du côté de la Grèce pour vendre des armes et sans doute préserver les intérêts de Total dans la délimitation des eaux territoriales en Méditerranée (sous lesquelles se trouvent des gisements importants d'hydrocarbures). Macron se situe bien dans la continuité de Chirac qui lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) choisit d'armer le régime irakien agresseur de Saddam Hussein (le bilan fut d'un million de morts).

Cette livraison est une deuxième saloperie. Pendant des années et encore aujourd'hui, les dirigeants de l'Union européenne (UE) avec le soutien de la France ont imposé à la Grèce une politique de baisse des salaires et des retraites, de privatisation et de réduction de toutes les dépenses sociales et de service public. Pendant, ce temps, la part des dépenses militaires grecques dans la richesse nationale a peu reculé mais s'est maintenue à une des niveaux les plus élevés parmi les pays de l'OTAN et de l'UE. Et aujourd'hui, Macron pousse les Grecs à la dépense militaire alors que les autres crédits budgétaires demeurent sous la surveillance de l'UE.

Enfin, la troisième saloperie : depuis des années, les grands pays de l'UE laisse la Grèce gérer les migrants qui, du fait de sa position géographique, arrive en premier lieu dans ce pays. La situation dans les camps de réfugiés est devenue inhumaine. Que les Grecs se débrouillent avec quelques crédits et policiers européens ! Par contre, dans le conflit actuel, Macron envoie des navires militaires français en Méditerranée orientale et se positionne pour des juteuses affaires ! L'achat grec arrive en effet à point nommé pour les profits de Dassault (qui se préparait à faire un chantage à l'emploi pour l'usine de Mérignac et les sous-traitants).

Le « monde d'après » demeure celui des marchands de canon et pas la moindre reconversion ne se dessine pour préserver l'emploi et engager les usines vers des productions réellement utiles.

**Henri Wilno**

---

---

## **P.-S.**

- Article écrit pour l'hebdomadaire *l'Anticapitaliste*.

---

## **Notes**

[1] Voir notamment, disponible sur ESSF (article 54679), [Grèce, Turquie, mer Egée : urgence d'une mobilisation anti-guerre](#).